



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

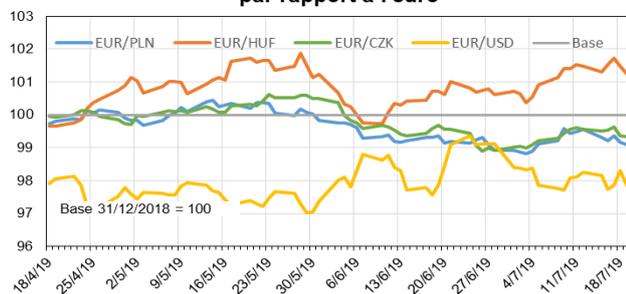
N° 12/2019

Du 5 au 24 juillet 2019

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

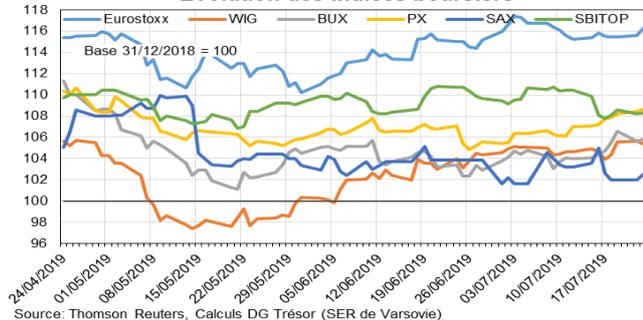
Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



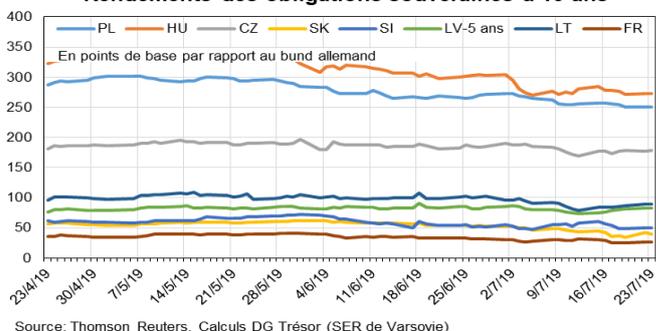
| Clôtures au | 23/07/2019 | 16/07/2019 | Variation hebdomadaire | Depuis fin 2018 |
|--------------|------------|------------|------------------------|-----------------|
| EUR/PLN* | 4,2494 | 4,2546 | - 0,12% | - 0,91% |
| EUR/HUF* | 322,7 | 325,86 | - 0,05% | + 1,49% |
| EUR/CZK* | 25,539 | 25,576 | - 0,15% | - 0,61% |
| EUR/USD* | 1,1175 | 1,1209 | - 0,30% | - 2,56% |
| WIG20 | 60 789,41 | 60 372,23 | +0,69% | + 5,37% |
| BUX | 41 442,53 | 40 878,78 | + 1,33% | + 5,83% |
| PX | 1 071,67 | 1 057,73 | +1,32% | + 8,63% |
| Eurostoxx | 3 210,48 | 3 196,02 | + 0,45% | + 16,32% |
| Spread PL-10 | 250,9 | 257,5 | - 6,6 pb | - 9,5 pb |
| Spread HU-10 | 272,3 | 278,2 | - 5,9 pb | - 7,5 pb |
| Spread CZ-10 | 178 | 176,6 | + 1,4 pb | + 8,1 pb |

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



Rendements des obligations souveraines à 10 ans



POLITIQUE MONETAIRE

| Taux d'intérêt (%) | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------|------|-------------------------------------------------------------|------|--------------------------------------------------------------------|-------|
| Zone euro | | Rép. tchèque | | Pologne | | Hongrie | |
| Taux de refinancement au jour le jour* | 0,00 | Taux repo (de refinancement à 2 semaines)* | 2 | Taux de refinancement à 1 semaine* | 1,50 | Taux de facilité de dépôt à 3 mois* | 0,90 |
| Taux de facilité de dépôt au jour le jour | -0,40 | Taux de facilité de dépôt au jour le jour | 1,00 | Taux de facilité de dépôt au jour le jour | 0,50 | Taux de facilité de dépôt au jour le jour | -0,05 |
| Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour | 0,25 | Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour) | 3,00 | Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour) | 2,50 | Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine | 0,90 |
| Réserves obligatoires | 1,00 | Réserves obligatoires | 2,00 | Réserves obligatoires | 3,50 | Réserves obligatoires | 2,00 |

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **Le solde des transactions courantes de l'Union européenne a enregistré un excédent courant à hauteur de 40,5 milliards d'euros, soit 1,5% du PIB**, Eurostat le 5 juillet. L'excédent enregistré est en hausse par rapport au montant atteint au quatrième trimestre 2018 (40,2 milliards d'euros soit 1% du PIB) et en baisse par rapport au montant atteint au premier trimestre 2018 (58,3 milliards d'euros soit 1,5% du PIB). L'UE a enregistré des excédents du compte des opérations courantes avec les États-Unis (+53,5 milliards d'euros), la Suisse (+20,6 milliards d'euros), Hong-Kong (+6 milliards d'euros), le Canada (+5,1 milliards d'euros), le Brésil (+2,5 milliards d'euros) et le Japon (+0,3 milliard d'euros), tandis que des déficits ont été accusés avec la Chine (-30,6 milliards d'euros) et la Russie (-13,2 milliards d'euros), et les centres financiers offshores (-1,0 milliard d'euros). Parmi vingt-sept Etats membres de l'Union européenne (les données pour l'Irlande n'étant pas disponibles), dix-huit ont enregistré au premier trimestre 2019 des excédents courants, huit autres des déficits courants et un à atteint l'équilibre. Les excédents les plus élevés ont été enregistrés en Allemagne (+67,2 milliards d'euros), aux Pays-Bas (+18,1 milliards d'euros), en Suède (+6,0 milliards d'euros), en Autriche (+5,4 milliards d'euros) ainsi qu'en Italie (+4,5 milliards d'euros), et les déficits ont été les plus marqués au Royaume-Uni (-37,1 milliards d'euros), en France (-15,9 milliards d'euros), en Espagne (-5,5 milliards d'euros) et en Grèce (-3,7 milliards d'euros).
- **Le prix des logements est en hausse de 4% en g.a tant dans la zone euro que dans l'Union européenne à 28 au premier trimestre 2019**, Eurostat le 10 juillet. Au premier trimestre 2019, les prix des logements ont augmenté dans tous les Etats membres de l'UE à l'exception de l'Italie (-0,8% en g.a) ; les plus fortes hausses ont été enregistrées en Hongrie (+11,3%), en République tchèque (+9,3%), au Portugal (+9,2%), en Slovénie (+8,4%), au Pays-Bas (+8,2%) et en Pologne (+8,1%). La hausse des prix des logements dépasse la moyenne européenne (4%) dans dix-neuf Etats membres de l'Union européenne. Entre le quatrième trimestre 2018 et le premier trimestre 2019, la hausse des prix des logements atteint 0,3% tant dans la zone euro que dans l'UE.
- **La Commission européenne a publié mercredi 10 juillet ses prévisions intermédiaires d'été 2019**. La croissance devrait atteindre 1,4% en 2019 et 1,6% en 2020 pour l'Union européenne à 28, soit des prévisions inchangées par rapport aux prévisions de printemps dernier (7 mai 2019). Dans la zone euro, la croissance devrait atteindre 1,2% en 2019 (inchangée par rapport aux prévisions de printemps) et 1,4% en 2020 (-0,1pp). La croissance française devrait atteindre 1,3% en 2019 (inchangée par rapport aux prévisions de printemps) et 1,4% en 2020 (-0,1pp). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 ont été revues à la hausse pour la grande majorité des Etats d'Europe centrale et balte, les prévisions complètes sont disponibles à la fin du présent document.
- **Le volume de la production industrielle a diminué de 0,5% dans la zone euro et de 0,4% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en mai 2019**, Eurostat le 12 juillet. Dans l'Union européenne en mai 2019, la production a augmenté de 2,8% pour les biens de consommation non durables, de 1,7% pour l'énergie et de 1,2% pour les biens de consommation durables, tandis que la production a diminué de 0,1% pour les biens d'investissement et de 1,4% pour les biens intermédiaires. Dans la zone euro, la production a diminué de 2,6% pour les biens intermédiaires et de 0,7% pour les biens d'investissement, tandis que la production a augmenté de 0,4% pour les biens de consommation durables, de 0,8% pour l'énergie et de 3,1% pour les biens de consommation non durables. Les plus fortes hausses du volume de la production industrielle ont été enregistrées en mai 2019 au Danemark (+12,5% en g.a), en Irlande (+8,2%), en Hongrie (+6,1%) et en Pologne (5,1%), tandis que les plus fortes baisses ont été observées à Malte (-5,1%), en Allemagne (-4,3%), en Roumanie (-2,3%) et en Grèce (-1,2%). Entre avril et mai 2019, le volume de la production industrielle a enregistré une croissance de 0,8% dans l'Union européenne et de 0,9% dans la zone euro.
- **L'excédent du commerce international de biens de la zone euro atteint 23 milliards d'euros sur le mois de mai 2019 (contre 16,9 milliards d'euros en mai 2018)**, Eurostat le 16 juillet. Les exportations de la zone euro vers le reste du monde ont atteint 203,4 milliards d'euros (+7,1% en g.a) et les importations ont atteint 180,3 milliards d'euros (+4,2% en g.a). Le commerce intra zone-euro a atteint 172 milliards d'euros en mai 2019 (+4,9% en g.a). Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, les exportations de la



zone euro vers le reste du monde ont atteint 973,5 milliards d'euros (+5% en g.a) et les importations ont atteint 890,8 milliards d'euros (+5,2% en g.a), portant l'excédent du commerce extérieur à 82,7 milliards d'euros (contre 80,5 milliards d'euros sur les cinq premiers mois de l'année 2018). Les échanges intra-zone euro se sont élevés à 838,7 milliards d'euros en janvier-mai 2019, en hausse de 3,3% par rapport à janvier-mai 2018.

- **L'excédent du commerce international de biens de l'Union européenne atteint 7,8 milliards d'euros sur le mois de mai 2019 (contre 0,4 milliard en mai 2018)**, Eurostat le 16 juillet. Les exportations de l'Union européenne vers le reste du monde ont atteint 178,5 milliards d'euros (+10,7% en g.a) et les importations ont atteint 170,7 milliards d'euros (+6,1% en g.a). Le commerce intra zone-euro a atteint 308,1 milliards d'euros en mai 2019 (+3,5% en g.a). Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, les exportations de l'UE vers le reste du monde ont atteint 833,9 milliards d'euros (+6,1% en g.a) et les importations ont atteint 848,1 milliards d'euros (+6,6% en g.a), portant le déficit du commerce extérieur à 14,2 milliards d'euros (contre un déficit de 9,9 milliards d'euros sur les cinq premiers mois de l'année 2018). Les échanges intra-Union européenne se sont élevés à 1521,9 milliards d'euros en janvier-mai 2019, en hausse de 3,9% par rapport à janvier-mai 2018.
- **La croissance de la production dans le secteur de la construction atteint 2% dans la zone euro et 2,5% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en mai 2019**, Eurostat le 17 juillet. En mai 2019 dans la zone euro, la production a augmenté de 2,3% pour le génie civil et de 2,0% pour le bâtiment. Dans l'UE, la production a augmenté de 4,7% pour le génie civil et de 2,0% pour le bâtiment. Les plus fortes hausses du volume de la production dans le secteur de la construction ont été enregistrées en Hongrie (+26,2% en g.a), en Roumanie (+23,8%) et en Slovénie (+11,1%), à l'opposé des baisses ont été observées en Finlande (-1,6%) et en Belgique (-1,5%). Entre avril et mai 2019, le volume de la production dans le secteur de la construction a baissé de 0,3% dans la zone euro comme dans l'Union européenne.
- **L'inflation atteint 1,3% en rythme annuel dans la zone euro et 1,6% dans l'UE à 28 en juin 2019**, Eurostat le 17 juillet. Les plus fortes contributions à l'inflation dans la zone euro proviennent actuellement des services (+0,73pp), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (+0,30pp), de l'énergie (+0,17pp) et des biens industriels hors énergie (+0,07pp). Entre mai et juin 2019, l'inflation s'est accélérée dans neuf Etats membres de l'UE, est restée stable dans un Etat et a ralenti dans dix-sept autres Etats. Les taux d'inflation les plus élevés en juin dernier ont été observés en Roumanie (3,9%), en Hongrie (3,4%), en Lettonie (3,1%), au Pays-Bas et en Slovaquie (2,7% chacun), à l'opposé les taux les plus faibles ont été relevés en Grèce (0,2%), à Chypre (0,3%), au Danemark et en Croatie (0,5% chacun), en Espagne (0,6%), au Portugal (0,7%) et en Italie (0,8%). Comparé au niveau atteint en mai 2019, le niveau général des prix a progressé de 0,2% dans la zone euro et de 0,1% dans l'UE à 28.
- **La dette publique représente 85,9% du PIB de la zone euro et 80,7% du PIB de l'Union européenne à 28 au 31 mars 2019**, Eurostat le 19 juillet. Comparé au niveau atteint au 31 mars 2018, le ratio dette publique/ PIB a baissé de 1,2pp dans la zone euro et de 0,9pp dans l'Union européenne. Comparé au niveau atteint le 31 décembre 2018, le ratio dette publique/PIB a augmenté de 0,8pp dans la zone euro et de 0,7pp dans l'UE. Au 31 mars 2019, les titres de créances représentaient 81,1% de la dette publique de la zone euro et 81,9% de celle de l'UE28, les crédits respectivement 15,8% et 13,9%, et le numéraire et dépôts 3,1% et 4,2%. Les ratios de dettes publiques les plus élevés étaient observés au 31 mars 2019 en Grèce (181,9%), en Italie (134%), au Portugal (123%), en Belgique (105,1%) et à Chypre (105%), les ratios les plus faibles étaient observés en Estonie (8,1%), en Bulgarie (21,2%) et au Luxembourg (21,3%). Le ratio dette publique/PIB était supérieur à la limite de 60% fixée par le traité de Maastricht dans quatorze Etats membres de l'UE. Par rapport au premier trimestre 2018, quatre États membres ont enregistré une hausse de leur ratio de la dette publique par rapport au PIB à la fin du premier trimestre 2019, vingt-et-un autres une diminution, tandis que le ratio est resté stable en Espagne et au Royaume-Uni. Des hausses ont été observées à Chypre (+12,2pp), en Grèce (+4,1pp), en Lettonie (+1,7pp), en Italie (+1,0pp) ainsi qu'en France (+0,3pp), tandis que les baisses les plus marquées ont été observées en Slovénie (-7,6pp), en Autriche (-4,4pp) et aux Pays-Bas (-4,2pp).



- **Le déficit public désaisonnalisé s'établit à 0,5% du PIB dans la zone euro et à 0,6% du PIB dans l'Union européenne à 28 au premier trimestre 2019**, Eurostat le 19 juillet. Le déficit public est ainsi en recul comparé au niveau atteint au quatrième trimestre 2018 (1,1% du PIB dans la zone euro et 1% dans l'UE). Au premier trimestre 2019, les recettes publiques totales se sont établies dans la zone euro à 46,0% du PIB, en baisse par rapport au quatrième trimestre 2018 (46,2%). Les dépenses publiques totales dans la zone euro se sont quant à elles établies à 46,5% du PIB, en baisse par rapport au trimestre précédent (47,2%). Dans l'UE, les recettes publiques totales ont représenté 44,8% du PIB au premier trimestre 2019, en baisse par rapport au quatrième trimestre 2018 (45,0%). Les dépenses publiques totales dans l'UE se sont quant à elles établies à 45,4% du PIB, contre 45,9% au trimestre précédent.

Pologne

- **Sommet du Processus de Berlin consacré aux Balkans occidentaux à Poznań le 5 juillet.** Le Processus de Berlin réunit chaque année depuis 2014 les chefs d'État et de gouvernement de huit pays de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Croatie, France, Italie, Pologne, Royaume-Uni, Slovaquie) et des six pays des Balkans occidentaux (Albanie, Macédoine du Nord, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Monténégro, Serbie). L'objectif du Processus de Berlin est de développer les relations économiques, politiques et la société civile entre les six Etats des Balkans occidentaux. La France était représentée au sommet par le Premier Ministre Edouard Philippe. La veille du sommet jeudi 4 juillet, Amélie de Montchalin, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, a participé à l'ouverture officielle du sommet et à la session plénière des Ministres des Affaires étrangères. Le Ministre de l'Economie Bruno Le Maire a participé le même jour au déjeuner de travail des ministres de l'Economie. Il a ensuite rencontré en format Weimar ses homologues allemand et polonais, Peter Altmaier et Jadwiga Emilewicz, pour discuter de l'avenir de la politique industrielle européenne. Cette rencontre a permis de mettre en avant les nombreuses convergences de points de vue entre les trois pays sur l'importance et le contenu d'une politique industrielle ambitieuse pour l'Union européenne, la Pologne ayant rejoint la France et l'Allemagne au sein de la filière européenne des batteries électriques (projet industriel européens d'intérêt commun – IPCEI Batteries). S'appuyant sur ces points d'accords, les trois ministres ont signé un manifeste invitant la Commission européenne à moderniser la politique européenne de concurrence en considérant diverses options: meilleure prise en compte des aides d'Etat de pays tiers lors du contrôle des fusions ; renforcement des mesures anti-trust face au pouvoir excessif des grandes sociétés du numérique (GAFA), etc. Mme Emilewicz et M. Le Maire et Altmaier ont également pris part à un débat public sur l'avenir de la politique industrielle européenne.
- **La Pologne augmente sa part dans le capital de la Banque européenne d'investissement (BEI).** Le 18 juillet, le Conseil "Affaires générales" a approuvé l'augmentation de la quote-part de capital souscrit de la Pologne (et de la Roumanie) au capital de la BEI. Le capital souscrit par la Pologne augmentera donc de 5,017 à 11,37 milliards d'euros, Varsovie devenant ainsi le sixième contributeur après l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne. On notera par ailleurs que le capital souscrit par la Roumanie passera de 1,27 à 1,64 milliard d'euros, une augmentation qui place désormais ce pays en dix-septième position devant l'Irlande. La décision concernant la modification des quotes-parts modifie également les dispositions relatives à la nomination de suppléants du Conseil d'administration de la BEI.
- **Le taux d'imposition de base sur le revenu sera réduit d'un point de pourcentage, à 17%, dès le 1^{er} octobre 2019.** Le Conseil des ministres a adopté un projet de loi sur la réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui prévoit la réduction d'un point du taux d'imposition de base fixé aujourd'hui à 18% ; on notera que le taux supérieur de 32%, applicable aux revenus annuels supérieurs à 85 528 PLN (environ 20 000 euros) reste inchangé. Le quota minimum non-imposable se relèvera de 111,25 PLN à 250 PLN (26 à 59 euros) par mois. Le gouvernement estime que l'effet de la réforme, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} octobre 2019, se traduira pour une personne touchant le salaire moyen mensuel brut (4765 PLN/ 1120 euros) par un revenu annuel supplémentaire net de 732 PLN (172 euros). A compter du 1^{er} octobre 2019, les jeunes de moins de 26 ans seront exemptés d'impôts sur le revenu, pour les revenus inférieurs à 85 528 PLN (20 000 euros) bruts annuels. Le communiqué de la Chancellerie du Premier ministre indique que la mesure s'inscrit dans le cadre du paquet de cinq mesures annoncées par le



gouvernement en février dernier et bénéficiera à 25 millions de personnes. Le coût de la mesure a été évalué à 9,6 milliards PLN (2,3 milliards d'euros) par an à partir de 2020 et sera réparti à parts égales entre le budget de l'Etat d'une part et les collectivités de l'autre part.

- **Depuis début 2018, la Banque centrale de Pologne (NBP) a doublé ses réserves en or.** D'après un communiqué de la NBP, la banque centrale polonaise a acheté 125,7 tonnes entre 2018 et 2019 (25,7 t en 2018, 100 t en 2019), pour accroître ses réserves à 228,6 tonnes en devenant ainsi le premier pays détenteur d'or d'Europe de l'est. La NBP évoque des motivations de diversification de ses réserves de change, grâce à un actif qui constitue "une sorte d'ancrage de confiance, notamment en période de tension et de crise". Les opérations d'achat d'or ont eu pour effet de porter la part des réserves en or dans le total des réserves en devises de la Banque centrale de Pologne de 4% en 2017 à 10% en 2019. Au regard de la taille des réserves en or par les Banques centrales, la NBP s'est par ailleurs hissée de la 34^{ème} à la 22^{ème} place mondiale, d'après le gouverneur Adam Glapinski. Enfin, la NBP a annoncé le rapatriement dans ses propres coffres de la moitié des réserves d'or actuellement détenues en son nom par la banque d'Angleterre (environ 100 tonnes).
- **Le Parlement adopte une loi sur les compensations financières pour les entreprises exposées au risque d'une hausse des coûts de l'énergie.** La loi, proposée par le Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies (MPiT), prévoit que les entreprises des secteurs tels la chimie, la sidérurgie ou le papier pourront demander, au plus tard le 31 mars de chaque année, au président de l'URE (régulateur du marché de l'énergie) des compensations à titre d'achat de l'énergie dont le montant sera basé sur l'évolution des prix moyens des droits d'émission de CO2. Les compensations seront versées par la banque d'Etat BGK (équivalent polonais de la Caisse des dépôts et consignations). D'après la Ministre de l'Entrepreneuriat et des Technologies Jadwiga Emilewicz, la loi vise à protéger la compétitivité des entreprises polonaises qui subissent les effets d'un renchérissement rapide du coût de l'énergie à la suite de la mise en œuvre de la politique climatique de l'UE. D'après les données du MPiT, les branches à haute consommation de l'énergie (coût de l'énergie représentant environ 30-40% des coûts totaux) représentent 11% du PIB polonais et 404 000 emplois directs localisés souvent dans des villes de petite et moyenne tailles en province polonaise où ce type d'entreprises est souvent le principal employeur. Le coût annuel des compensations, dont pourront bénéficier d'après les estimations du MPiT quelques 300 entreprises polonaises, est évalué à 890 millions PLN (environ 212 millions d'euros).
- **La Pologne adhère au Conseil gouvernemental de l'ONU Global Compact (Pacte mondial).** Lors de sa visite aux Etats-Unis, le Ministre de l'investissement et du développement Jerzy Kwieciński a confirmé l'accès de la Pologne, comme le premier pays de l'Europe centrale et orientale, à cette initiative onusienne visant à mettre en œuvre les objectifs du développement durable et regroupant quelques 10 milliers d'entreprises provenant de 160 Etats. Outre des questions de prestige, en adhérant au Conseil UNGC la Pologne souhaite ouvrir aux entreprises polonaises le marché lucratif des marchés publics organisés par l'ONU dont la valeur est évaluée à 18 Md USD (16,1 Md €). On notera par ailleurs la rencontre, lors de sa visite aux Etats-Unis, du ministre Kwiecinski avec le Secrétaire d'Etat au Commerce Wilbur Ross avec comme sujets, outre les relations commerciales bilatérales, également les questions telles qu'une éventuelle participation américaine au projet de construction du nouveau aéroport central CPK et dans le volet économique de l'initiative des trois mers.
- **Le fonds public PFR Nieruchomosci annonce l'achat d'une parcelle permettant de construire 1000 nouveaux logements dans le cadre du programme "Logement +" (Mieszkanie Plus) et dresse un premier bilan de la réalisation.** La parcelle d'une superficie de 12 ha est localisée à Wroclaw-Zakrzow, le démarrage des travaux de construction est prévu pour le quatrième trimestre 2020. D'après Mirosław Barszcz, président de PFR Nieruchomości, qui est une filiale du Fonds public de développement PFR en charge de mettre en œuvre le programme "Logement Plus", environ 900 logements ont déjà été mis en exploitation à ce jour (dans les localités telles que Jarocin, Biała Podlaska, Kepno, Gdynia et Walbrzych) dans le cadre de la réalisation de ce programme et 650 sont en construction (à Katowice, Jarocin et Kepice). Par ailleurs, les travaux de conception portent sur un total de 16 000 nouveaux logements (dont 3000 à Varsovie, 1500 à Wroclaw, 1100 à Cracovie et 500 à Katowice). Pour mémoire, "Mieszkanie +" est l'un



des programmes-phare du PiS destiné à assurer l'accès à des logements bon marché à une frange moins aisée de la population.

- **Le Ministère de la Défense nationale (MON) a signé un contrat sur la modernisation de chars T-72.** La modernisation de ces chars, conçus encore dans les années 1970, sont toujours exploités par l'armée polonaise, sera effectuée par l'entreprise Bumar Labedy (filiale du groupe public d'armement PGZ) et concernera 319 unités. La réalisation du contrat, dont la valeur est de 1,75 milliards PLN (412 millions d'euros), sera échelonnée sur la période 2019-2020.
- **Le nombre d'immatriculations de nouveaux véhicules particuliers neufs en Pologne augmente de 1,9% en rythme annuel sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019.** D'après l'Association européenne des automobilistes, 278 300 véhicules neufs ont été immatriculés en Pologne au premier semestre 2019, dont la plupart (68,5%) pour le compte des entreprises et clients institutionnels. Les ventes de voitures électriques, quoique en augmentation, restent marginales avec 1360 voitures vendues dont l'essentiel pour les entreprises de car sharing.
- **Derniers indicateurs de l'économie polonaise.** Le salaire moyen a augmenté de 5,3% en rythme annuel et en termes nominaux en juin 2019, s'établissant à 5104,5 PLN (1200 euros) bruts mensuels, d'après le Bureau des Statistiques (GUS). Il s'agit d'une croissance inférieure tant à celle enregistrée au mois de mai dernier (7,7% en rythme annuel), qu'à la moyenne sur les six premiers mois 2019 (6,8%), alors que le consensus de marché anticipait une croissance de 7% en rythme annuel en juin dernier. En prenant en considération l'inflation, qui atteint 2,6% en rythme annuel en juin 2019, la croissance moyenne des salaires atteint 2,7% en termes réels, soit la plus faible hausse depuis avril 2017. En revanche, la croissance de l'emploi en juin s'est accélérée de 0,1 point par rapport au mois de mai et de 0,2 point par rapport au consensus de marché. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, le nombre de personnes occupées dans le secteur privé a augmenté de 2,9% en rythme annuel. La production industrielle a enregistré une croissance de 2,7% en g.a en juin 2019, soit un rythme inférieur par rapport à la moyenne enregistrée sur le premier trimestre 2019 (5,1% en rythme annuel). La production du secteur BTP – génie civil connaît un net ralentissement en juin avec un taux de croissance de 4,7% sensiblement inférieur au résultat du mois de mai (+8,2% en g.a) et à la moyenne du premier semestre (+6,6% en g.a). La hausse des ventes du commerce de détail atteint 3,7% en g.a en juin dernier, soit un résultat inférieur au résultat du mois de mai 2019 (+5,6% en g.a) et à la moyenne enregistrée sur les six premiers mois de l'année 2019 (+6,2% en g.a). Le taux de chômage s'établit à 5,3% de la population active en juin 2019 d'après le Bureau du travail polonais, soit une baisse marginale (0,1 point) par rapport au chiffre du mois de mai dernier. On notera néanmoins que le taux de chômage calculé par le Bureau du travail polonais diffère de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT et servant aux comparaisons internationales, qui s'établit à 3,8% de la population active en mai 2019.

Hongrie

- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 3% en rythme annuel en mai 2019, s'élevant à 1 015 milliards HUF (3,1 milliards d'euros),** Office statistique hongrois (KSH) le 5 juillet. La croissance atteint respectivement 1% pour les produits alimentaires, 4,8% pour les produits non-alimentaires et 0,8% pour le carburant. Le rythme de croissance du volume des ventes du commerce de détail a ralenti après avoir atteint 8,5% en rythme annuel en avril dernier. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 5,8% en g.a, respectivement 3% pour les produits alimentaires, 8,4% pour les produits non-alimentaires et 8% pour le carburant. Nombreux sont les économistes hongrois à anticiper une croissance du volume des ventes du commerce de détail dans une fourchette de 5 à 5,5% sur l'ensemble de l'année 2019, après 6,8% atteint en 2018.
- **Le volume de la production industrielle a enregistré une croissance de 8,7% en rythme annuel en mai 2019,** KSH le 5 juillet. Le rythme de croissance de la production industrielle s'accélère alors qu'une croissance de 6,1% avait été enregistrée en avril dernier. Sur les cinq premiers mois de l'année 2019, la croissance de la production industrielle atteint 6,7% en g.a et nombreux sont les économistes hongrois à



anticiper une croissance comprise entre 5% et 6% sur l'ensemble de l'année 2019. Si la production industrielle devrait continuer de connaître une croissance robuste à court terme, elle pourrait à moyen et long termes être impactée négativement par le ralentissement économique en Allemagne. La croissance du volume de la production industrielle est actuellement tirée par la production automobile, dont la croissance a atteint 17,2% en rythme annuel en mai dernier, soit son meilleur résultat depuis 2015. L'industrie automobile représente actuellement 30% de la production industrielle de la Hongrie.

- **Le déficit budgétaire de la Hongrie s'élève à 390 milliards HUF (1,119 milliards d'euros) sur la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, soit 39,1% du niveau cible pour l'ensemble de l'année 2019**, Ministère des finances le 8 juillet. Sur le seul mois de juin, le déficit budgétaire de la Hongrie s'élève à 213,6 milliards HUF (657 millions d'euros). Pour rappel, le Ministère des finances table sur un déficit de 998,1 milliards HUF (3,07 milliards d'euros) sur l'ensemble de l'année 2019, soit 1,8% du PIB hongrois ; le communiqué du Ministère des finances du 8 juillet estime que ce niveau cible est réaliste au regard de l'évolution budgétaire actuelle du pays.
- **L'inflation ralentie à 3,4% en rythme annuel en juin 2019, contre 3,9% en mai dernier**, KSH le 9 juillet. L'inflation est actuellement alimentée principalement par les prix de l'alcool et du tabac (+7,1% en g.a), de l'alimentation (+5,8% en g.a). KSH précise que le ralentissement de l'inflation entre mai et juin 2019 est imputable à la baisse des prix du pétrole et de l'énergie. L'inflation sous-jacente se chiffre à 3,8% en mai dernier et l'inflation calculée sur un panier de biens pour les retraités se chiffre à 3,5%. Entre mai et juin 2019, le niveau général des prix en Hongrie a chuté de 0,2%.
- **L'excédent du commerce extérieur de la Hongrie s'élève à 678 millions d'euros sur le mois de mai 2019, en hausse de 185 millions d'euros par rapport au niveau atteint en mai 2018**, KSH le 10 juillet. Les exportations ont atteint 9,428 milliards d'euros (+4,5% en g.a) et les importations ont atteint 8,750 milliards d'euros (+2,6% en g.a). 82% des exportations hongroises étaient à destination de l'Union européenne et 75% des importations provenaient de l'UE. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, les exportations hongroises ont atteint 46,044 milliards d'euros (+5,2% en g.a) et les importations 43,268 milliards d'euros (+6,4% en g.a), portant l'excédent du commerce extérieur à 2,776 milliards d'euros (contre 3,123 milliards d'euros sur les premiers mois de l'année 2018).
- **Le Parlement hongrois a approuvé vendredi 12 juillet le budget de l'année 2020 avec 127 voix pour et 58 voix contre**. Les dépenses publiques devraient atteindre 21 793 milliards HUF (66,9 milliards d'euros) et les recettes publiques devraient atteindre 21 426 milliards HUF (65,8 milliards d'euros), portant le déficit public à 367 milliards HUF (1,13 milliard d'euros) soit 1% du PIB anticipé de l'année 2020. Le déficit devrait se situer en-dessous de la cible de 1,5% du PIB avancé par le gouvernement hongrois dans le programme de convergence approuvé en avril dernier. Le niveau cible du déficit public hongrois pour 2020 est nettement plus faible que celui fixé pour 2019 (998,4 milliards HUF/ 3,06 milliards d'euros). Le ratio dette publique/ PIB devrait chuter de 68,6% prévus en 2019 à 65,6% à la fin de l'année 2020. La croissance du PIB devrait « avoisiner les 4% » en 2020 et l'inflation devrait atteindre 2,8% d'après les prévisions du gouvernement, tandis que la Banque centrale de Hongrie (MNB) estime que la croissance ne devrait qu'atteindre 3,3%.
- **Le chiffre d'affaire du secteur de la construction en Hongrie atteint 1446,1 milliards HUF (4,43 milliards d'euros) sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, soit une croissance de 40,4% en rythme annuel**, KSH le 16 juillet. Sur le seul de mois de mai, le chiffre d'affaire du secteur de la construction atteint 361,5 milliards HUF (1,11 milliard d'euros), soit une croissance de 26,3% en g.a (contre 40,1% en avril et 67,6% en mars dernier). Nombreux sont les économistes hongrois à anticiper que la croissance du secteur de la construction devrait atteindre 30% sur l'ensemble de l'année 2019 ; autrement dit le rythme de croissance actuel du secteur de la construction n'est pas soutenable à long terme.
- **Le nombre de personnes travaillant dans le secteur du tourisme (hébergement inclus) atteint 180 000 en 2018, un chiffre en baisse de 4,9% par rapport à 2017**, KSH le 19 juillet. Dans le même temps, le salaire moyen dans le secteur du tourisme se chiffre à 212 000 HUF (652 euros) bruts mensuels en 2018, soit une hausse de 13% en termes nominaux et de 10% en termes réels par rapport à 2017. Les salaires étaient en moyenne les plus élevés dans le secteur du tourisme à Budapest (240 000 HUF/ 738 euros bruts



mensuels) et les plus faibles dans la région de Bekes (177 300 HUF/ 545 euros bruts mensuels). La croissance de la valeur ajoutée dans le secteur du tourisme entre 2017 et 2018 atteint 8% en Hongrie.

République tchèque

- **L'excédent du commerce extérieur de la République tchèque atteint 24,4 milliards CZK (957 millions d'euros) au mois de mai 2019**, Office statistique tchèque (CSU) le 8 juillet. L'excédent est supérieur de 17,2 milliards CZK (675 millions d'euros) au niveau atteint au mois de mai 2018. Sur le mois de mai 2019, les exportations ont atteint 308,5 milliards CZK (13,05 milliards d'euros, +8,1% en g.a) et les importations ont atteint 308,2 milliards CZK (12,1 milliards d'euros, +2,5% en g.a). La République tchèque a enregistré un excédent de son commerce extérieur à hauteur de 70,5 milliards CZK (2,77 milliards d'euros) avec les Etats membres de l'Union européenne et un déficit de 46,1 milliards CZK (1,81 milliards d'euros) avec le reste du monde. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 5,6% et de 4,9% en rythme annuel, portant l'excédent du commerce extérieur à 94,1 milliards CZK (3,69 milliards d'euros), soit 14,9 milliards CZK (584 millions d'euros) que sur les cinq premiers mois de l'année 2018 ; en d'autres termes le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB tchèque.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 2,7% en rythme annuel en mai 2019**, CSU le 9 juillet. La croissance atteint respectivement 0,3% pour les produits alimentaires, 5,7% pour les produits non-alimentaires et 0,7% pour le carburant. Comparé au niveau atteint en avril 2019, le volume des ventes du commerce de détail a chuté de 1% en mai dernier ; la baisse atteint respectivement 2% pour les produits alimentaires, 0,1% pour les produits non alimentaires et 1,8% pour le carburant. CSU estime que cette baisse des ventes du commerce de détail entre avril et mai 2019 s'explique par le niveau élevé des ventes atteint en avril dernier en raison de Pâques (21 avril).
- **Le taux de chômage s'élève à 2,6% et la République tchèque compte 195 723 chômeurs au 30 juin 2019**, Bureau du travail le 9 juillet. Il s'agit du plus faible nombre de demandeurs d'emplois observé dans le pays depuis 1997 ; à l'opposé le nombre d'emplois vacants atteint 342 510. Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail tchèque diffère légèrement de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT, qui s'établissait à 2,2% en mai 2019 (Communiqué d'Eurostat du 1^{er} juillet 2019).
- **Le Parlement a approuvé mercredi 10 juillet la revalorisation des pensions de retraite à hauteur de 900 CZK (35 euros) bruts mensuels à partir du 1^{er} janvier 2020**. La revalorisation des pensions était prévue initialement à 700 CZK (27 euros) bruts mensuels en indexation sur la croissance des salaires réels et de l'inflation, auquel s'ajoutent 200 CZK (8 euros) bruts mensuels supplémentaires accordés par le Parlement. Avec cette nouvelle hausse, la pension de retraite moyenne devrait croître de 6,7% en termes nominaux entre 2019 et 2020 et s'établit en moyenne à 14 350 CZK (561 euros) bruts mensuels. Cette revalorisation des pensions de retraite coûtera 7,5 milliards CZK (293 millions d'euros) supplémentaires à l'Etat tchèque sur l'ensemble de l'année 2020. Pour rappel, le gouvernement s'est engagé à porter le montant moyen des pensions de retraites à 15 000 CZK (588 euros) bruts mensuels en 2021.
- **L'inflation atteint 2,7% en rythme annuel en juin 2019**, CSU le 11 juillet. Le rythme de l'inflation a ralenti comparé aux 2,9% atteint en rythme annuel en mai dernier. Comparé au mois de mai dernier, le niveau général des prix a progressé de 0,2% en juin. Les prix de l'alimentation ont néanmoins baissé de 0,8% en République tchèque entre juin 2018 et juin 2019.
- **Le nombre d'entreprises tchèques ayant leur siège établis dans des paradis fiscal atteint 12 400 au 30 juin 2019, soit le plus faible nombre depuis 2011**, Cabinet de Conseil *Bisnode* le 16 juillet. Le nombre d'entreprises tchèques établis dans des paradis fiscaux représente actuellement 2,47% de toutes les entreprises tchèques. 400 entreprises tchèques ont quitté des Etats considérés comme « paradis fiscaux » depuis le début de l'année 2019, notamment les Pays-Bas (157 entreprises), les Etats-Unis (147



entreprises), Chypre (36 entreprises) et le Luxembourg (32 entreprises). A l'inverse, quinze sociétés tchèques ont une nouvelle résidence fiscale à Hong Kong et aux Emirats-arabes-unis.

Slovaquie

- **La croissance du PIB slovaque devrait atteindre 3,4% en 2019**, prévisions de la Banque centrale de Slovaquie (NBS) publiées le 5 juillet. La prévision de croissance a été légèrement revue à la baisse alors que la NBS tablait sur une croissance de 3,5% en mai dernier. L'inflation devrait atteindre 2,5% sur l'ensemble de l'année. Les dernières prévisions de printemps de la Commission européenne (7 mai 2019) tablent sur une croissance de 3,8% en 2019 et 3,4% en 2020 avec une inflation à 2,5% en 2019 et 2,4% en 2020.
- **La croissance du volume des prêts accordés aux ménages slovaques atteint 9,6% en rythme annuel en mai 2019, soit le rythme de croissance le plus faible observé depuis 2001**, NBS le 8 juillet. La NBS précise dans son communiqué qu'il s'agit avant tout d'un ralentissement du rythme de croissance des prêts immobiliers. Les prêts accordés aux entreprises ont enregistré une croissance de 6,7% en mai 2019, en légère accélération par rapport aux 6,5% observés en avril dernier.
- **La croissance du volume de la production industrielle atteint 4,7% en rythme annuel en mai 2019**, Office statistique slovaque (SU) le 10 juillet. Le rythme de croissance du volume de la production industrielle ralenti par rapport au niveau atteint en avril dernier (7% en g.a) et est inférieur au consensus de marché qui l'estimait à 5,3% pour le mois de mai. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, la croissance du volume de la production industrielle a atteint 6,4% en rythme annuel (contre 4,4% sur les cinq premiers mois de l'année 2018) et la croissance a été tirée par la production dans le secteur de l'automobile, qui a atteint 16,6%.
- **Le nombre de nuitées dans les établissements touristiques de Slovaquie a enregistré une hausse de 7,6% en rythme annuel sur la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2019**, SU le 15 juillet. Cette tendance s'explique principalement par la hausse du nombre de nuitées réservées par les touristes locaux (+10% en g.a).
- **Le salaire moyen dans l'économie slovaque s'établit à 1022 euros bruts mensuels en mai 2019, soit croissance de 9,6% en rythme annuel et en termes nominaux, contre 7,3% en avril dernier**, SU le 12 juillet. Compte tenu de l'inflation qui se chiffrait à 2,7% en rythme annuel en mai dernier, la croissance des salaires en termes réels atteint 6,9%. La croissance des salaires dans l'industrie atteint 10,4% en termes nominaux et 7,7% en termes réels en rythme annuel en mai dernier. Les salaires les plus élevés étaient enregistrés dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (1983 euros bruts mensuels, + 6,2% en g.a), de l'énergie (1793 euros, +11,3% en g.a), tandis que les plus faibles étaient observés dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration (528 euros, +14,5% en g.a) et de la construction (744 euros, +9,5% en g.a). La Banque centrale de Slovaquie (NBS) estime que la croissance des salaires devrait atteindre 6,7% en termes nominaux et 4% en termes réels en 2019 ; le Ministère des finances table sur une croissance de 6,3% en termes nominaux et 3,7% en termes réels.
- **L'inflation s'établit à 2,6% en rythme annuel en juin 2019**, SU le 15 juillet. L'inflation est actuellement principalement alimentée par les prix de l'énergie (+4,1% en g.a), des prix de l'hôtellerie-restauration (+4%), de l'alimentation (+3,9%) et de l'alcool et du tabac (+2,3%). Le pic d'inflation semble néanmoins avoir été atteint en Slovaquie en mars 2019 avec 2,7% en rythme annuel ; le Ministère des finances table sur une inflation à 2,5% en 2019 et 2020.
- **Le taux de chômage s'établit à 5% de la population active et la Slovaquie comptait 137 000 chômeurs au 30 juin 2019**, Bureau du travail slovaque (UPSVR) le 22 juillet. Comparé au 30 juin 2018, le nombre de chômeurs a diminué de 13 000. Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail slovaque est très proche de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du Bureau international du travail (BIT) et



servant aux comparaisons internationales, qui s'établit à 5,4% de la population active et la Slovaquie comptait 150 000 chômeurs en mai 2019 (Communiqué d'Eurostat du 1^{er} juillet 2019).

- **73 100 ressortissants étrangers travaillaient en Slovaquie au 30 juin 2019, un chiffre en hausse de 27% en l'espace d'un an**, Bureau du travail slovaque (UPSVR) le 23 juillet. Les étrangers travaillant en Slovaquie sont principalement des ressortissants ukrainiens (18 200), serbes (13 000) et roumains (9 800) et un tiers d'entre eux travaillaient dans la région capitale de Bratislava.

Slovénie

- **La croissance du volume de la production industrielle atteint 3,1% en rythme annuel en mai 2019**, Office statistique slovène le 10 juillet. La croissance ralentie après avoir atteint 6% en rythme annuel en avril dernier. Entre avril et mai 2019, le volume de la production industrielle a chuté de 0,8%.
- **L'excédent du commerce extérieur slovène s'élève à 128,5 millions d'euros sur le mois de mai 2019**, Office statistique slovène le 10 juillet. Les exportations ont atteint sur le mois de mai 2,9 milliards d'euros (+10,6% en g.a) et les importations ont atteint 2,8 milliards d'euros (+4,7% en g.a). Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, les exportations slovènes ont atteint 14 milliards d'euros (+10,3% en g.a) et les importations ont atteint 14,06 milliards d'euros (+12,6% en g.a), portant le déficit du commerce extérieur slovène à 61,3 millions d'euros (contre un excédent de 256,7 millions d'euros sur les cinq premiers mois de l'année 2018). Le taux de couverture des exportations slovènes s'établit à 99,6%. 76% des exportations slovènes étaient à destination de l'Union européenne et 74% des importations slovènes provenaient de l'UE.
- **Le salaire moyen s'établit à 1728,12 euros bruts mensuels en Slovénie en mai 2019**, Office statistique slovène le 15 juillet. Comparé à mai 2018, le salaire moyen brut mensuel a enregistré une croissance de 3,9% en termes nominaux et de 2,5% en termes réels. Le salaire moyen s'établit à 1113,88 euros nets mensuels, ce qui représente une croissance en 3,4% en termes nominaux et 2% en termes réels en rythme annuel. Les salaires les plus élevés étaient observés dans le secteur de la finance (1556,92 euros nets en mai dernier). Comparé au mois d'avril 2019, le salaire moyen a reculé de 0,1% en termes nominaux et de 1% en termes réels (en termes bruts comme nets) au mois de mai dernier. Sur les cinq premiers mois de l'année 2019, le salaire moyen s'établit à 1730 euros bruts mensuels, soit une hausse de 4,3% en g.a en termes nominaux.
- **Le profit cumulé du secteur bancaire slovène atteint 268,3 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, soit une hausse de 16,4% en rythme annuel**, Banque de Slovénie le 18 juillet. Le taux de créance douteuse atteint 3,4% au 31 mai 2019, un chiffre en baisse comparé aux 3,5% atteint au 30 avril 2019 et aux 4% atteint au 31 décembre 2018. L'Etat slovène ne contrôle plus que 12% des actifs du secteur bancaire au 31 mai 2019, alors que cette part dépassait les 50% à la fin de l'année 2013.

ETATS BALTES

Estonie

- **L'inflation atteint 2,4% en rythme annuel en juin 2019, contre 3,1% en mai dernier**, Office statistique estonien le 5 juillet. L'inflation atteint respectivement 1,8% pour les biens et 3,5% pour les services (dont les prix sont tirés à la hausse principalement avec la croissance des salaires). En juin 2019, l'inflation est principalement alimentée par les services culturels (+6% en g.a), les services d'hôtellerie-restauration (+5,4%), les services d'éducation (+4,3%), les produits alimentaires (+3,1%), les logements (+2,9%), les boissons alcoolisées et le tabac (+2,5% chacun), tandis qu'à l'opposé les prix des services de communication (-2,8%) et de transport (-0,2%) ont contribué à ralentir l'inflation. Comparé au niveau atteint en mai 2019, le niveau général des prix a augmenté de 0,2% en juin dernier en Estonie. Sur les six premiers mois de l'année 2019, la hausse du niveau général des prix en Estonie atteint 2,6% en rythme annuel.



- **Le déficit du commerce extérieur de l'Estonie s'élève à 104 millions d'euros sur le mois de mai 2019**, Office statistique estonien le 9 juillet. Au mois de mai dernier, les exportations ont atteint 1,341 milliard d'euros (+8,3% en g.a) et les importations ont atteint 1,445 milliard d'euros (+2,9% en g.a). Les principaux partenaires de l'Estonie étaient la Finlande (16% des exportations), la Suède (11%), la Lettonie (9%), les Etats-Unis (7%), l'Allemagne et la Russie (6% chacune) ; ses principaux fournisseurs étaient la Finlande (13% des importations), l'Allemagne (11%), la Lituanie et la Suède (10%), la Russie (9%) et la Lettonie (8%). 71% des exportations estoniennes étaient à destination de l'Union européenne et 80% des importations estoniennes provenaient de l'UE. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 mai 2019, les exportations estoniennes ont atteint 6,153 milliards d'euros (+7% en g.a) et les importations estoniennes ont atteint 6,778 milliards d'euros (+4% en g.a), portant le déficit du commerce extérieur à 625 millions d'euros (contre 812 millions d'euros sur les cinq premiers mois de l'année 2018). Depuis le début de l'année 2019, le déficit du commerce extérieur estonien s'est résorbé en janvier, mars et mai et s'est creusé en février et en avril.
- **322 000 touristes (dont 211 000 ressortissants étrangers et 111 000 ressortissants estoniens) ont visité le pays en mai 2019**, Office statistique estonien le 12 juillet. Le nombre de touristes en Estonie est en hausse de 6% comparé à mai 2018. Les 211 000 touristes étrangers ont réservé quelques 406 000 nuitées à travers le pays, un chiffre en hausse de 5% par rapport à mai 2018. La plupart des touristes étrangers étaient des ressortissants finlandais (33% de tous les touristes), russes (12%) et lettons (8%). Les deux-tiers des touristes étrangers ont séjourné à Tallinn. 70% des touristes étrangers sont venus en Estonie pour passer leurs vacances, 24% pour un séjour d'affaire et les 6% restant pour d'autres raisons.
- **La hausse des prix à la production industrielle atteint 0,5% en rythme annuel en juin 2019**, Office statistique estonien le 22 juillet. La hausse des prix atteint respectivement 0,3% pour les produits manufacturés, 7,5% pour l'exploitation des minerais et carrières tandis que les prix de l'énergie ont chuté de 5,4%. Comparé au niveau atteint en mai 2019, les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,1% en juin dernier.

Lettonie

- **L'inflation atteint 3% en rythme annuel en juin 2019**, Bureau letton des statistiques (CSB) le 12 juillet. La hausse du niveau général des prix en rythme annuel en juin dernier atteint respectivement 3,1% pour les biens et 2,9% pour les services. Les principales contributions à l'inflation au mois de juin étaient les services d'hôtellerie-restauration (+4,8% en g.a), les prix de l'alcool et du tabac (+4,7% en g.a), de l'alimentation des logements (+4,2% en g.a) et de l'alimentation (+4,1% en g.a). Le rythme de l'inflation a ralenti depuis avril dernier et cette évolution est principalement imputable à la baisse des prix de l'énergie et du pétrole. Nombreux sont les économistes lettons à anticiper une décélération de l'inflation d'ici la fin de l'année 2019 ; la Commission table sur une inflation à 2,8% sur l'ensemble de l'année. Comparé au niveau général des prix de l'année 2015, la hausse atteint en moyenne 9,7% en juin 2019, respectivement 8,6% pour les biens et 12,7% pour les services (dont la hausse des prix est alimentée principalement par la croissance rapide des salaires en Estonie).
- **Le taux de chômage s'établit à 6% de la population active en juin 2019**, Bureau du travail letton le 10 juillet. Le taux de chômage a reculé de 0,4pp par rapport au niveau atteint en juin 2018 et de 0,1pp par rapport au niveau atteint au mois de mai dernier et la Lettonie comptait ainsi 55 750 chômeurs au 30 juin 2019. D'un point de vue régional, le taux de chômage était le plus faible dans la région capitale de Riga (4,1%) et le plus élevé dans la région de Latgale à l'est du pays (14,1%). Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail lituanien diffère néanmoins légèrement de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT et servant aux comparaisons internationales, qui s'établit à 6,4% de la population active et 10,7% chez les jeunes de 15 à 24 ans en mai 2019 (Communiqué d'Eurostat du 1^{er} juillet 2019).
- **Le déficit du commerce extérieur letton s'élève à 361,7 millions d'euros sur le mois de mai 2019**, CSB le 15 juillet. Les exportations ont atteint 1068,3 millions d'euros (-2,8% en g.a) et les importations ont atteint 1,43 milliards d'euros (+8,6% en g.a) sur le mois de mai dernier. 74% des exportations lettones étaient à destination de l'Union européenne et 72,9% des importations lettones provenaient de l'Union européenne. Les principaux partenaires commerciaux de la Lettonie étaient la Lituanie (17,6% des



exportations totales), l'Estonie (11,9%), la Russie (8,7%), l'Allemagne (7,4%), la Suède (7,3%) ; ses principaux fournisseurs étaient la Lituanie (16,9% des importations totales), l'Allemagne (10,9%), le Canada (9%), la Pologne (8,7%) et l'Estonie (8,3%). La Lettonie a enregistré un excédent de son commerce bilatéral avec 128 pays et un déficit avec 39 pays ; le déficit du commerce extérieur avec l'Union européenne s'élève à 250,4 millions d'euros, celui avec le reste du monde à 113,3 millions d'euros sur le mois de mai 2019.

- **La hausse des prix à la production industrielle atteint 2,5% en rythme annuel en juin 2019, contre 3,1% atteint en mai dernier**, CSB le 19 juillet. Le rythme de hausse des prix à la production industrielle ralenti ainsi pour le septième mois consécutif et atteint son plus bas niveau depuis avril 2017. La hausse des prix à la production industrielle atteint respectivement 9,4% pour l'énergie, 2,2% pour l'exploitation des minerais et carrières et 0,7% pour l'industrie manufacturière en juin 2019 en rythme annuel. On notera que les prix à la production industrielle ont augmenté de 5,8% en g.a pour les produits destinés au marché intérieur et ont baissé de 0,4% pour les produits destinés à l'exportation.

Lituanie

- **Le taux de chômage s'établit à 8% de la population active en juin 2019**, Bureau du travail lituanien le 8 juillet. Le taux de chômage a reculé de 0,3pp comparé à juin 2018 et a augmenté de 0,1pp par rapport au niveau atteint au mois de mai dernier. La Lituanie comptait ainsi 138 500 chômeurs au 30 juin 2019. Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail lituanien diffère néanmoins de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du Bureau international du travail (BIT) et servant aux comparaisons internationales, qui s'établit à 5,7% de la population active et 10,7% chez les jeunes de 15 à 24 ans en mai 2019 (Communiqué d'Eurostat du 1^{er} juillet 2019).
- **La croissance du volume de la production industrielle atteint 1,6% en g.a en juin 2019**, Office statistique lituanien le 24 juillet. Le rythme de croissance de la production industrielle s'est légèrement accéléré après avoir atteint 0,8% en rythme annuel en mai dernier, notamment grâce à la production de produits pétroliers. L'Office statistique lituanien estime que la croissance de la production industrielle ne devrait pas s'accélérer au cours des mois à venir en raison des incertitudes externes, principalement celles liées au Brexit. La croissance du PIB lituanien devrait rester in fine tirée par la demande interne, principalement l'investissement et les dépenses de consommation finale des ménages.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier

cvs : corrigé des variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement trimestriel

IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)

IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production

PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

pb : points de base

pp : points de pourcentage

volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

| | Pologne | Hongrie | Rép. tchèque | Slovaquie | Slovénie | Estonie | Lettonie | Lituanie | | | | | | | | |
|----------------------------------------|---------|---------|--------------|-----------|----------|----------|----------|----------|------|----------|------|--------|------|--------|------|----------|
| PIB (variation N/N-1 en %)* | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2018 | 5,1 | 4,9 | 3,0 | 4,1 | 4,5 | 3,9 | 4,8 | 3,5 | | | | | | | | |
| 2019 | 4,4 | 4,4 | 2,6 | 3,6 | 3,2 | 2,9 | 3,0 | 3,1 | | | | | | | | |
| 2020 | 3,6 | 2,8 | 2,5 | 3,3 | 2,8 | 2,3 | 2,8 | 2,4 | | | | | | | | |
| Inflation (variation annuelle)* | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2018 | 1,2 | 2,9 | 2,0 | 2,5 | 1,9 | 3,4 | 2,6 | 2,5 | | | | | | | | |
| 2019 | 2,1 | 3,2 | 2,4 | 2,4 | 1,7 | 2,4 | 3,1 | 2,2 | | | | | | | | |
| 2020 | 2,7 | 3,2 | 2,1 | 2,3 | 2,0 | 2,1 | 2,5 | 2,1 | | | | | | | | |
| Chômage (% population active) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2018 | 3,9 | 3,7 | 2,2 | 6,5 | 5,1 | 5,7 | 7,4 | 6,2 | | | | | | | | |
| 2019 | 3,8 | 3,5 | 2,2 | 5,9 | 4,8 | 5,7 | 6,9 | 6,2 | | | | | | | | |
| 2020 | 3,5 | 3,5 | 2,3 | 5,6 | 4,6 | 5,7 | 6,7 | 6,0 | | | | | | | | |
| Solde public (% PIB) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2018 | -0,4 | -2,2 | 0,9 | -0,7 | 0,7 | -0,6 | -1,0 | 0,7 | | | | | | | | |
| 2019 | -1,6 | -1,8 | 0,2 | -0,5 | 0,7 | -0,3 | -0,6 | 0,3 | | | | | | | | |
| 2020 | -1,4 | -1,6 | -0,2 | -0,6 | 0,9 | -0,5 | -0,6 | 0,0 | | | | | | | | |
| Dettes publique brute (% PIB) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2018 | 48,9 | 70,8 | 32,7 | 48,9 | 70,1 | 8,4 | 35,9 | 34,2 | | | | | | | | |
| 2019 | 48,2 | 69,2 | 31,7 | 47,3 | 65,9 | 8,5 | 34,5 | 37,0 | | | | | | | | |
| 2020 | 47,4 | 67,7 | 31,1 | 46,0 | 61,7 | 8,5 | 33,5 | 36,4 | | | | | | | | |
| Solde courant (% PIB) | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2018 | -0,5 | 0,5 | 0,1 | -1,1 | 7,3 | 1,5 | -0,5 | 0,0 | | | | | | | | |
| 2019 | -1,0 | -1,2 | -0,5 | -0,5 | 6,7 | 1,4 | -0,2 | -0,1 | | | | | | | | |
| 2020 | -1,4 | -1,4 | -0,6 | -0,1 | 6,1 | 1,4 | -0,2 | -0,4 | | | | | | | | |
| Notation de la dette souveraine | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agences | Note | Persp. | Note | Persp. | Note | Persp. | Note | Persp. | Note | Persp. | Note | Persp. | Note | Persp. | Note | Persp. |
| S&P | A- | Stable | BBB | Stable | AA- | Stable | A+ | Stable | AA- | Stable | AA- | Stable | A | Stable | A | Stable |
| Moody's | A2 | Stable | Baa3 | Stable | A1 | Positive | A2 | Positive | Baa1 | Positive | A1 | Stable | A3 | Stable | A3 | Stable |
| Fitch | A- | Stable | BBB | Stable | AA- | Stable | A+ | Stable | A | Stable | AA- | Stable | A- | Stable | A- | Positive |

* Prévisions intermédiaires d'été 2019

Copyright

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


 MINISTÈRE
 DE L'ÉCONOMIE
 ET DES FINANCES

 Service Économique Régional de Varsovie
 Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 24/07/2019